

# Homme décapité à Conflans-Sainte-Honorine : les premières réactions politiques

Damien Abad, le patron des députés LR, estime que «nous avons atteint le paroxysme de la barbarie».

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 18 min, mis à jour il y a 13 min



Damien Abad, patron des députés LR. LUDOVIC MARIN / AFP

Voici les premières réactions politiques sur Twitter après l'attaque survenue vendredi après-midi 16 octobre à Conflans-Sainte-Honorine, lors de laquelle un enseignant a été décapité par un assaillant ensuite maîtrisé par la police.

- Bruno Retailleau, patron des sénateurs LR : *«Les mots sont dérisoires pour décrire la colère suite à l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine ; tout comme le seront les bougies et les discours. Il faut faire vraiment la*

*guerre contre le poison de l'islam radical. Il faut lui faire la guerre vraiment pour l'éradiquer enfin.»*

- Aurore Bergé, députée LREM des Yvelines : *«Ça n'est pas 'un coup de folie'. Le terrorisme islamiste tue. Le séparatisme islamiste doit être combattu sans relâche, sans jamais faiblir. La réponse pénale doit être maximale.»*

- Gilbert Collard, député RN : *«L'attaque est en lien avec les caricatures de Mahomet : il ne faut plus céder un millimètre de mot, de geste, d'action, de concession, de répression au terrorisme islamique !»*

- Damien Abad, patron des députés LR : *«Nous avons atteint le paroxysme de la barbarie avec cet homme décapité à Conflans. Je pense à ses proches et à nos policiers présents. La lutte contre le terrorisme islamiste est un combat de tous les instants. Ce combat ne se gagnera pas par les mots mais par les actes.»*

- Raphaël Glucksmann, eurodéputé Parti socialiste européen : *«Un professeur montre une caricature de Charlie en classe et se fait décapiter en pleine rue: l'horreur sans limite du fanatisme djihadiste. Le combat contre le terrorisme et l'idéologie intégriste qui le nourrit est l'affaire de toute la nation. Par-delà tous les clivages.»*

Le parquet national antiterroriste a annoncé à l'AFP s'être immédiatement saisi de l'enquête, ouverte pour *«assassinat en relation avec une entreprise terroriste»* et *«association de malfaiteurs terroriste criminelle»*. Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, en déplacement au Maroc, est aussitôt rentré à Paris et a ouvert une cellule de crise *«en lien avec le président de la République et le premier ministre»*, a-t-il tweeté. Vendredi soir, le chef de l'État se rendait à la cellule de Beauvau pour l'y rejoindre, a annoncé l'Élysée.